

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ORDISSIMO S.A.

Société anonyme au capital de 1 679 659 euros.
Siège social : 33 avenue Léon Gambetta 92120 Montrouge.
R.C.S. Nanterre 443 273 511

AVIS DE CONVOCATION / AVIS DE RÉUNION**À L'ASSEMBLÉE du 30 JUIN 2026 à 10h00 au siège**

Les actionnaires de la société ORDISSIMO SA sont convoqués par le conseil d'administration de la société à l'assemblée générale ordinaire annuelle (AGO) et extraordinaire (AGE) du mardi 30 juin 2026 à 10 heures au siège de la société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants.

Afin de pouvoir voter par correspondance les actionnaires pourront trouver sur le site <https://actionnaires.ordissimo.com> le formulaire unique de vote qu'il est nécessaire d'adresser à la société au moins une semaine avant l'assemblée.

Le conseil d'administration se réserve la possibilité d'intégrer vos remarques et de compléter les projets de résolution jusqu'à dix jours avant l'assemblée.

I/ AGO

- Lecture et discussion du Rapport de gestion et de « Gouvernement d'Entreprise » établi par le Conseil d'Administration avec ses annexes ;
- Examen détaillé des Comptes sociaux arrêtés par le Conseil d'Administration (Bilan, et Comptes de Résultats pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2025) ;
- Lecture et discussion du Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice.

ORDRE DU JOUR

1. Approbation des comptes ;
2. Affectation du Résultat de l'exercice ;
3. Quitus aux administrateurs ;
4. Délégation de compétence au Conseil d'administration : Rachat par la société de ses propres actions.

PROJETS DE RÉOLUTION**Première résolution : approbation des comptes**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et de « Gouvernement d'Entreprise » établi par le Conseil d'Administration, et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, et, après en avoir délibéré, décide d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, arrêtés par le Conseil d'Administration, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution : affectation des résultats

L'assemblée après en avoir délibéré, approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le résultat de l'exercice au compte « Report à nouveau ».

Troisième résolution : quitus aux administrateurs

L'assemblée après en avoir délibéré donne quitus aux membres du Conseil d'Administration pour la bonne exécution de leurs mandats et donne décharge de l'accomplissement de sa mission au Commissaire aux Comptes.

Quatrième résolution : délégation de compétence à conférer au Conseil d'Administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, en complément de l'article L. 225-208 et conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, à acquérir les actions de la Société, en une ou plusieurs fois, aux fins : d'animer le marché secondaire et/ou la liquidité via un contrat de liquidité conforme aux pratiques de marché reconnues par l'AMF ; de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ; de couvrir tout plan d'options d'achat d'actions et/ou d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés liées ; de conserver et remettre des actions dans le cadre d'opérations de croissance externe, fusion, scission ou apport ; d'annuler les actions dans le cadre de la cinquième résolution.

Les acquisitions ne pourront excéder 10 % du capital social. Le prix unitaire d'achat ne devra pas excéder le cours de bourse (hors frais d'acquisition), ce prix étant ajusté en cas d'opérations sur le capital. Les acquisitions, cessions ou transferts pourront être effectués par tous moyens, y compris par mécanismes optionnels ou instruments dérivés, à tout moment y compris en période d'offre publique.

Le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et accomplir toutes formalités requises.

La présente autorisation est conférée pour dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet toute autorisation antérieure portant sur le même objet.

II/ AGE

Lecture et discussion de la décision du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, sur les délégations complémentaires de pouvoirs et de compétences au Conseil d'Administration.

ORDRE DU JOUR

Délégations de compétence au Conseil d'administration aux fins de :

5. Réduction du capital par annulation ;
6. Placement privé dans la limite de 20 % du capital par an – L. 411-2 1° CMF ;
7. Augmentation du nombre de titres émis (article L. 225-135-1 du Code de commerce) ;
8. Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un PEE ;
9. Augmentation de capital avec maintien du DPS plafonnée à 1 M€ ;
10. Formalités légales.

PROJETS DE RÉSOLUTION

Cinquième résolution : délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation d'achat de ses propres actions, durée de l'autorisation, modalités, plafond

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, à annuler, en une ou plusieurs fois, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée, les actions acquises au titre de la quatrième résolution ou de toute résolution ayant le même objet, dans la limite de 10 % du capital social calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des vingt-quatre (24) mois précédant la décision d'annulation, et à procéder à une réduction de capital à due concurrence. Les opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique.

Autorise le Conseil d'administration à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur le poste « Prime d'émission » ou sur tout autre poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée.

Sixième résolution : délégation de compétence à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières par placement privé dans la limite de 20 % du capital par an (article L. 411-2 1° CMF)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, conformément aux articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce et aux articles L. 411-2 et suivants du Code monétaire et financier, délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, en euros ou en monnaie étrangère, à l'émission par offre visée au I de l'article L. 411-2 CMF auprès d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs, avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaires, d'actions ordinaires et/ou d'actions de préférence et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Décide de limiter le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation à 20 % du capital social par an (tel qu'existant à la date de l'opération).

Décide que le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des cinq (5) dernières séances de bourse précédant sa fixation, le cas échéant diminuée d'une décote maximale de 20 %.

Décide de supprimer, sans indication de bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente délégation.

La présente délégation est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Septième résolution : autorisation d'augmenter le nombre de titres émis (article L. 225-135-1 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, conformément aux articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration (i) à augmenter le nombre de titres émis pour chacune des émissions décidées en vertu des délégations qui précèdent, dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de la souscription, dans la limite de 15 % du montant initial de l'émission, au même prix que l'émission initiale, et (ii) à augmenter corrélativement les plafonds applicables à ces émissions.

La présente autorisation est accordée pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Huitième résolution : délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (PEE)

L'Assemblée Générale, conformément aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et aux articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, délègue sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou plans assimilés) désigné(s) par le Conseil d'administration.

Le prix de souscription sera fixé conformément aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans pouvoir être inférieur de plus de 20 % à la moyenne des premières cotations aux vingt (20) séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital réalisables en vertu de la présente délégation est limité à 3 % du capital social à la date de réalisation de l'émission. La présente délégation est conférée pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Neuvième résolution : délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, plafonnée à 1 M€

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, conformément aux articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, en euros, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription. Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 1 000 000 (un million) d'euros, et le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être émises ne pourra excéder 1 000 000 (un million) d'euros.

La présente délégation est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée. La ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible, proportionnellement au nombre d'actions alors détenues par eux, dans les conditions prévues à l'article L. 225-132 du Code de commerce.

Dixième résolution : Formalités

L'Assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du Procès-verbal de la présente réunion en vue d'accomplir toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES**PROCURATION – VOTE À DISTANCE – PARTICIPATION****1/ DROIT DE PARTICIPER – ATTESTATION – CARTE D'ADMISSION :**

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'inscription des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au deuxième jour précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. Le droit de participer à l'assemblée générale est subordonné à

l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire, ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au plus tard au deuxième (2ème) jour ouvré précédant l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constatée par une attestation de participation délivrée par ces derniers (ou le cas échéant par voie électronique) dans les conditions prévues à l'article R. 225-85 du Code de commerce (avec renvoi de l'article R. 225-61 du même code).

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au deuxième jour précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

2/ EN CAS D'ABSENCE, ENVOYER UNE PROCURATION ou VOTER À DISTANCE :

Se faire représenter :

Les actionnaires ne désirant pas voter pourront adresser une procuration à la Société à l'aide du formulaire unique de Procuration.

Ils pourront choisir de se faire représenter par toute personne physique ou morale de leur choix, en indiquant les nom et prénom du mandataire désigné ; ou bien le laisser en blanc, ce qui équivalra à donner pouvoir au Président de l'assemblée d'émettre un vote en faveur des résolutions présentées ou agréées par le conseil d'administration.

Les actionnaires au nominatif administré ou au porteur devront être identifiés et pour cela, ils devront s'adresser à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres et lui demander d'envoyer par mail au siège social de la société ORDISSIMO un courrier signé électroniquement en ce sens à actionnaires@ordissimo.com. L'intermédiaire devra constater l'inscription des titres, les rendre indisponibles et délivrer une attestation de participation.

Les notifications de désignation ou de révocation de mandats effectués par courriel signé électroniquement devront avoir été réceptionnées deux jours au moins avant la date de l'assemblée.

Voter à distance :

Les actionnaires ne pouvant pas assister personnellement à l'assemblée pourront néanmoins voter à distance, à l'aide du formulaire unique de vote, avec toujours l'intervention s'il y a lieu de leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres ; celui-ci devra constater l'inscription des titres, les rendre indisponibles et délivrer une attestation de participation.

S'agissant de titres au porteur, l'actionnaire devra joindre soit à sa procuration ou à son vote à distance ou encore à sa demande de carte d'admission l'attestation de participation délivrée par son intermédiaire habilité.

3/ ASSISTER À L'ASSEMBLÉE :

Les propriétaires de titres nominatifs seront admis sur simple justification de leur identité. Les autres actionnaires désirant assister personnellement à l'assemblée devront obtenir au préalable une carte d'admission ; ils devront s'adresser à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres et lui demander d'envoyer par mail au siège social de la société ORDISSIMO un courrier signé électroniquement en ce sens à actionnaires@ordissimo.com. L'intermédiaire devra constater l'inscription des titres, les rendre indisponibles et délivrer une attestation de participation ainsi qu'une carte d'admission.

Les attestations de participation, carte d'admission et/ou formulaires de vote à distance et de procuration devront parvenir au siège social de la Société ORDISSIMO, dûment complétés, deux jours au moins avant la date de l'assemblée.

Lorsqu'un actionnaire aura soit exprimé son vote par correspondance, soit donné une procuration, soit demandé une carte d'admission, il ne pourra alors plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

4/ LES DOCUMENTS MIS À DISPOSITION SUR LE SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ :

Toutes les informations mises à la disposition des actionnaires pour l'assemblée sont rassemblées sur le site internet de la société : <https://actionnaires.ordissimo.com>. On peut y accéder également par un lien en tête du site <https://www.ordissimo.com>.

Vous y trouverez : les comptes détaillés de l'exercice 2025, le rapport de gestion et de gouvernement d'entreprise, tous les rapports du Conseil d'Administration et tous les rapports du Commissaire aux Comptes, l'avis de réunion publié au BALO, l'avis de convocation publié au BALO et dans un journal d'annonces légales.

Toute correspondance avec la société doit passer par l'adresse mail suivante : actionnaires@ordissimo.com

Enfin par la voie postale, les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce en écrivant au siège social, sous la référence ORDISSIMO Réf. Actionnaires 33 avenue Léon Gambetta 92120 Montrouge.

5/ DEMANDE D'INSCRIPTION DE POINTS OU DE PROJETS DE RÉOLUTIONS À L'ORDRE DU JOUR :

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R. 225-71 du Code de commerce, doivent, conformément aux dispositions légales, être envoyées au siège social, à l'attention du conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de vingt jours à compter de la publication du présent avis. La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit être accompagnée d'un bref exposé des motifs. La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Les auteurs de la demande devront justifier de la possession de la fraction de capital exigée par l'inscription des titres correspondants soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la société par son mandataire, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité en transmettant une attestation d'inscription en compte.

L'examen du point ou du projet de résolution sera en outre subordonné, conformément à la loi, à la transmission par les auteurs de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris.

6/ DÉPÔT DE QUESTIONS ÉCRITES :

Les questions écrites qui seraient posées par les actionnaires devront être envoyées au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au conseil d'administration de la Société à compter de la mise en ligne sur le site de la société des documents relatifs à l'assemblée et au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale.

Pour pouvoir être prises en compte, ces demandes devront, conformément à la loi, être accompagnées d'une attestation d'inscription, à la date de la demande, soit dans les comptes de titres nominatifs pour la Société par son mandataire, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

7/ MANDATAIRE CHARGÉ DE LA TENUE DES COMPTES NOMINATIFS :

En application de l'article R. 211-3 du Code Monétaire et Financier, MM. les actionnaires de la Société ORDISSIMO S.A. sont informés que la société UPTEVIA, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle 92400 Courbevoie, a été désignée comme Mandataire pour assurer la tenue des comptes des propriétaires de titres nominatifs. Toute demande relative à l'assemblée doit néanmoins être adressée à la société ORDISSIMO.

Le Conseil d'Administration